



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
DREAL Occitanie
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 30/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Carrières & Matériaux du Sud-Est

RN 112
lieu-dit Bégot
34220 Saint-Pons-De-Thomières

Références : UD34/H3/MT/2024/114

Code AIOT : 0006601246

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2024 dans l'établissement Carrières & Matériaux du Sud-Est implanté RN 112 lieu-dit Bégot 34220 Saint-Pons-de-Thomières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été menée de façon réactive, à la suite d'un signalement le 23 septembre, de la dégradation de la qualité du ruisseau Jaur par des matières en suspension, à la suite des pluies de la veille. Le signalement indiquait que l'eau du Jaur devient toute blanche après chaque épisode pluvieux, depuis Saint-Pons-de-Thomières jusqu'à Olargues, avec des incidences possibles sur la vie piscicole, et que la carrière CMSE en est probablement à l'origine.

Une photo prise le même jour montre l'état de turbidité du cours d'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières & Matériaux du Sud-Est
- RN 112 lieu-dit Bégot 34220 Saint-Pons-de-Thomières
- Code AIOT : 0006601246
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMSE exploite sur la carrière de Saint-Pons-de-Thomières deux gisements, l'un de matériaux calcaires, l'autre de quartzite.

L'exploitation de cette carrière est autorisée jusqu'en 2043 avec une production annuelle de 1,2 millions de tonnes.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention de la pollution des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite met en lumière que la carrière génère, lors des épisodes pluvieux, des rejets de matières en suspension dans le ruisseau de Condades, affluent du Jaur, du fait de l'insuffisance des dispositions en place pour collecter et décanter les eaux de ruissellement.

Il est demandé à l'exploitant de proposer sous un mois un plan d'actions pour adapter son site de façon à réduire l'entraînement des fines, et collecter/décanter les eaux de ruissellement de façon efficace (déplacement du stock de sable, maîtrise des écoulements d'eau, mise en place de bassins de décantation adaptés...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux superficielles
Prescription contrôlée : CHAPITRE 8.1. POLLUTION DES EAUX Article 8.1.2. Eaux pluviales L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées, dans la mesure du possible, par les activités de la carrière.

Les eaux pluviales tombant à l'intérieur du site sur le carreau et les pistes de circulation, sont dirigées vers le niveau le plus bas de la carrière.

En cas de rejet dans le milieu naturel, elles doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- pH est compris entre 5,5 et 8,5 (norme NF T 90 008) ;
- température inférieure à 30° C ;
- matières en suspension totales (MEST) inférieures à 35 mg/l (norme NF EN 872);
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) inférieure à 125 mg/l (norme NF T90 101);
- DBOS inférieure à 30 mg/l (norme NF T 90 103) ;
- Métaux totaux (Al, Cd, Cr, Cu, Fe, Hg, Mn, Ni, Pb, Sn, Zn) inférieurs à 15 mg/l ;
- hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Constats :

L'exploitant dispose d'un protocole de prélèvement des eaux de surface qui prévoit le contrôle annuel des rejets en 8 points du site. La mise en œuvre de ce protocole par la société CMSE apparaît conforme.

Cependant à la suite d'épisodes de pluie, tel que celui du 22 septembre, l'inspection constate sur le site que l'écoulement des eaux de ruissellement est de nature à entraîner des quantités importantes de matières en suspension (fines déposées sur les différentes aires de travail et pistes de circulation), jusqu'au cours d'eau qui longe le site.

En particulier:

- un stock de sable "0-2 quartzite" situé au sud de la RD612, est susceptible d'entraîner des matériaux dans le ruisseau de Condades à proximité de sa confluence avec le ruisseau Bégot. La localisation de ce stock apparaît donc inappropriée;
- les eaux de ruissellement sur les pistes et zones d'entreposage le long du ruisseau de Condades à l'Est de l'entrée du site, ne sont pas dirigées efficacement vers le "lac" de la carrière; il a en effet été constaté que le merlon de protection du ruisseau à proximité du "lac" a été emporté par les écoulements ;
- sur la zone à l'ouest de l'entrée du site (entre les bureaux et les dépôts de ferrailles et matériels), les eaux pluviales sortant de la canalisation sont dirigées via un talweg où sont se sont déposées des quantités importantes de fines, jusqu'au ruisseau de Condades. Aucun bassin (hormis ceux des installations de traitement et de la centrale à béton qui sont manifestement sous-dimensionnés) ne permet la décantation des eaux.

Ainsi, compte tenu de ce qui précède, il apparaît que des rejets d'eaux chargées en matières en suspension se produisent dans le ruisseau de Condades lors d'épisodes de pluie comme celui important (80 mm d'eau selon l'exploitant) survenu le dimanche 22 septembre.

Il est toutefois à noter qu'à la date du 25 septembre il a été constaté par l'inspection que le cours d'eau avait retrouvé un aspect normal à l'aval immédiat de la carrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En conclusion des constats effectués, il apparaît que la carrière et ses installations annexes (zones de stockage, traitement, centrale à béton) sont de nature à causer de façon systématique d'importants rejets d'eaux chargées en matières en suspension dans le ruisseau de Condades, avec des effets sur de longues distances dans le Jaur.

En conséquence, l'inspection des installations classées demande à la société CMSE d'étudier et de proposer sous 1 mois un plan d'actions détaillé assorti d'un calendrier, visant à mettre en place des dispositifs suffisamment dimensionnés pour acheminer les eaux de ruissellement vers des zones de décantation (existantes ou supplémentaires à créer), avec pour objectif la suppression des rejets de matériaux (fines) dans le milieu naturel.

Ceci concerne les pistes et zones d'entreposage à l'Est et à l'Ouest des bureaux, la zone de la centrale à béton et des installations de traitement, ainsi que les eaux venant de l'amont (zone de la carrière).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois